CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.031/2/V
du 14 septembre 2016

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité et l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.031/2/V
van 14 september 2016

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg'

‡LW-GJQPDHAA-GAADBRZ‡

Le 17 août 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fers belges à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit (*) jusqu'au 16 septembre 2016, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité et l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 14 septembre 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 septembre 2016.

(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

‡LW-CJIQPDHAA-GAADBRZ‡

Op 17 augustus 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege (*) verlengd tot 16 september 2016, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 14 september 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 september 2016.

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

‡LW-CJIQPDHAA-GAADBRZ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

La directive (UE) 2015/719 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 'modifiant la directive 96/53/CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international', que le projet examiné vise à transposer partiellement [1], est mentionnée sous la forme d'un considérant à l'alinéa 7 du préambule.

Cette mention doit figurer non dans le préambule, mais dans le dispositif de l'arrêté en projet. Ce dernier pourrait également être complété afin d'insérer dans le dispositif de l'arrêté royal du 15 mars 1968 'portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité', la mention de l'ensemble des directives dont il assure déjà la transposition.

DISPOSITIF

Article 1er

1. Dans le membre de phrase liminaire de l'article 1er du projet, il convient de ne citer que les seules modifications encore en vigueur déjà apportées au point 3.1 de l'article 32*bis* de l'arrêté royal du 15 mars 1968.

2. Les deux dernières phrases de l'article 32*bis*, point 3.1.3.4, alinéa 5, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 (article 1er du projet), énoncent :

> « Le dépassement du conteneur ou de la caisse mobile par rapport à l'arrière du véhicule n'excède pas 0,80 m. Le dépassement du conteneur ou de la caisse mobile par rapport au butoir n'excède pas 0,40 m » [2].

[1] Les dispositions de cette directive traitant de la masse maximale autorisée et des masses par essieux des véhicules devant être transposées par les Régions, conformément à l'article 6, § 1er, XII, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', inséré par l'article 25 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État'.

[2] Ces deux phrases visent à mettre en œuvre l'article 1er, paragraphe 1er, b. et c., de la décision du Comité de Ministres Benelux du 29 septembre 2014 'relative au transport transfrontalier de conteneurs de maximum 45 pieds sur le territoire des pays du Benelux'.

‡LW-CJQPDHAA-GAADBRZ‡

Depuis l'entrée en vigueur de l'article 25 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État', une distinction doit être opérée, en termes de compétence, entre la fixation des dimensions maximales des véhicules de transport routier et les règles relatives aux dimensions de leur chargement. Si la première continue bien à relever de la compétence de l'Autorité fédérale, les secondes, par contre, relèvent dorénavant de la compétence des régions relative à la politique en matière de sécurité routière, en vertu de l'article 6, § 1er, XII, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' [3].

Eu égard à cette nouvelle règle de répartition des compétences, les deux phrases précitées, qui traitent spécifiquement de la dimension du chargement – en l'occurrence, sous la forme de conteneurs de maximum quarante-cinq pieds – doivent être considérées comme relevant de la compétence des régions et être omises du projet.

3. L'article 32*bis*, point 3.1.3.6, a), alinéa 2, énonce :

> « Les dispositifs aérodynamiques, visés à l'alinéa 1er du présent point, satisfont aux conditions opérationnelles suivantes :
>
> 1) en cas de risque pour la sécurité d'autres usagers de la route ou du conducteur, ils sont repliés, rétractés ou enlevés par le conducteur ;
>
> 2) ces dispositifs ne peuvent êtres utilisés que sur les autoroutes et les routes pour automobiles ;
>
> 3) leur utilisation est compatible avec les opérations de transport intermodal et, en particulier, lorsqu'ils sont rétractés ou repliés, ils ne dépassent pas la longueur maximale autorisée de plus de 20 centimètres ».

Les deux premiers points de cette énumération [4] ne constituent pas, à proprement parler, des « prescriptions techniques applicables aux véhicules en vue de leur mise en circulation routière », au sens de l'article 6, § 1er, XII, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980. En ce qu'elles imposent, dans un but de sécurité des autres usagers et du conducteur, des règles de comportement à ce dernier, elles doivent être considérées comme des règles de police de la circulation routière. À ce titre, elles trouveraient plus naturellement leur place dans l'arrêté royal du 1er décembre 1975 'portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique'.

Compte tenu de l'avis défavorable formulé par le Gouvernement flamand sur le projet, il convient, en outre, d'observer que ces dispositions ainsi requalifiées ne peuvent être adoptées sans mettre en œuvre la procédure spécifique d'association des gouvernements de région prévue par l'article 6, § 4, 3°, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, en matière d'élaboration des règles de police de la circulation routière.

---

[3] Voir l'avis 58.991/4 donné le 16 mars 2016 sur un avant-projet devenu le décret (Région wallonne) du 26 mai 2016 'relatif aux trains des véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2015-2016, n° 459/1, pp. 7 et 8, ainsi que l'avis 59.677/2V, donné le 8 août 2016 sur un avant-projet de décret (Région wallonne) 'modifiant le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques et diverses dispositions relatives au transport par route'.

[4] Laquelle transpose l'article 8*ter*, paragraphe 3, de la directive 96/53/CE du Conseil du 25 juillet 1996 'fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international', inséré par l'article 1er de la directive (UE) 2015/719.

‡LW-CJIQPDHAA-GAADBRZ‡

Article 4

L'article 4, 1°, vise à remplacer la troisième colonne du tableau figurant à l'appendice 1 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 'relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route', par une nouvelle colonne intitulée : « dépassement de la masse maximale autorisée par suite de modifications apportées au véhicule ».

La compétence en matière de réglementation de la masse maximale autorisée et de masses par essieux des véhicules sur la voie publique relevant dorénavant de la compétence des régions, en vertu de l'article 6, § 1er, XII, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980, cette disposition doit être omise du projet.

Par contre, dans le tableau existant, troisième colonne, première ligne, il convient d'omettre les mots « et des dimensions maximales ».

*

‡LW-CJIQPDHAA-GAADBRZ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Richtlijn (EU) 2015/719 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2015 'tot wijziging van Richtlijn 96/53/EG van de Raad houdende vaststelling, voor bepaalde aan het verkeer binnen de Gemeenschap deelnemende wegvoertuigen, van de in het nationale en het internationale verkeer maximaal toegestane afmetingen, en van de in het internationale verkeer maximaal toegestane gewichten', die bij het voorliggende ontwerp gedeeltelijk wordt omgezet[1], wordt in het zevende lid van de aanhef vermeld in de vorm van een overweging.

Die vermelding dient niet te worden opgenomen in de aanhef, maar in het dispositief van het ontworpen besluit dat ook zou kunnen worden aangevuld teneinde in het dispositief van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 'houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen' alle richtlijnen op te nemen die er reeds door omgezet zijn.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In het inleidende zinsdeel van artikel 1 van het ontwerp behoren enkel de nog geldende wijzigingen te worden vermeld die reeds zijn aangebracht in punt 3.1. van artikel 32*bis* van het koninklijk besluit van 15 maart 1968.

2. De laatste twee zinnen van het ontworpen artikel 32*bis*, punt 3.1.3.4, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 (artikel 1 van het ontwerp) luiden als volgt:

[1] De bepalingen van die richtlijn die betrekking hebben op het maximaal toegestane gewicht en de asdruk van de voertuigen, en die door de gewesten moeten worden omgezet overeenkomstig artikel 6, § 1, XII, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', ingevoegd bij artikel 25 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming'.

‡LW-CJIQPDHAA-GAADBRZ‡

"De oversteek van de container of wissellaadbak ten opzichte van de achterzijde van het voertuig bedraagt niet meer dan 0,80 m. De oversteek van de container of wissellaadbak ten opzichte van de stootbalk bedraagt niet meer dan 0,40 m."[2]

Sinds de inwerkingtreding van artikel 25 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming' moet, wat de bevoegdheid betreft, een onderscheid worden gemaakt tussen de vaststelling van de maximale afmetingen van de wegvoertuigen en de regelgeving met betrekking tot de afmetingen van de lading van die voertuigen. De eerste blijft ressorteren onder de federale overheid, terwijl de tweede voortaan valt binnen de bevoegdheid die de gewesten krachtens artikel 6, § 1, XII, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' hebben inzake het verkeersveiligheidsbeleid.[3]

Gelet op die nieuwe bevoegdheidsverdelende regel moet ervan worden uitgegaan dat de twee voornoemde zinnen, die specifiek betrekking hebben op de afmetingen van de lading - *in casu* in de vorm van containers van maximum 45 voet -, tot de bevoegdheid van de gewesten behoren en moeten ze uit het ontwerp worden weggelaten.

3. Artikel 32*bis*, punt 3.1.3.6., a), tweede lid, luidt als volgt:

" De aerodynamische voorzieningen, bedoeld in het eerste lid van dit punt, beantwoorden aan de volgende operationele voorwaarden:

1) in omstandigheden waarin de veiligheid van andere weggebruikers of van de bestuurder in het geding is, worden deze door de bestuurder ingeklapt, ingetrokken of verwijderd;

2) deze voorzieningen mogen enkel op de snelwegen en de [autowegen] gebruikt worden;

3) het gebruik van dergelijke voorzieningen is verenigbaar met intermodale vervoersverrichtingen en met name als zij ingetrokken/ingeklapt zijn, mogen zij de toegestane maximumlengte met niet meer dan 20 cm overschrijden."

De eerste twee punten van die opsomming[4] vormen strikt genomen geen "technische voorschriften voor voertuigen met het oog op hun inverkeerstelling" in de zin van artikel 6, § 1, XII, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. In zoverre ze aan de bestuurder gedragsregels opleggen met het oog op zijn veiligheid en de veiligheid van de andere weggebruikers, moeten ze worden beschouwd als politieregels voor het wegverkeer. Om die

[2] Die twee zinnen strekken ertoe uitvoering te geven aan artikel 1, lid 1, b. en c., van de beschikking van het Benelux Comité van Ministers van 29 september 2014 'betreffende het grensoverschrijdend vervoer van containers van maximaal 45 voet op het grondgebied van de Benelux-landen'.

[3] Zie advies 58.991/4, gegeven op 16 maart 2016 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet (Waals Gewest) van 26 mei 2016 'betreffende de slepen van langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten', *Parl.St.* W.Parl. 2015-16, nr. 459/1, 7 en 8, en advies 59.677/2V, gegeven op 8 augustus 2016 over een voorontwerp van decreet (Waals Gewest) 'modifiant le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques et diverses dispositions relatives au transport par route'.

[4] De opsomming voorziet in de omzetting van artikel 8*ter*, lid 3, van richtlijn 96/53/EG van de Raad van 25 juli 1996 'houdende vaststelling, voor bepaalde aan het verkeer binnen de Gemeenschap deelnemende wegvoertuigen, van de in het nationale en het internationale verkeer maximaal toegestane afmetingen, en van de in het internationale verkeer maximaal toegestane gewichten', ingevoegd bij artikel 1 van richtlijn (EU) 2015/719.

‡LW-CJIQPDHAA-GAADBRZ‡

reden horen die voorschriften veeleer thuis in het koninklijk besluit van 1 december 1975 'houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg'.

Gelet op het ongunstige advies dat de Vlaamse Regering over het ontwerp heeft gegeven, moet bovendien worden opgemerkt dat die aldus geherkwalificeerde bepalingen niet kunnen worden vastgesteld zonder dat de gewestregeringen betrokken worden bij de uitwerking van de politieregels voor het wegverkeer zoals bepaald in artikel 6, § 4, 3°, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Artikel 4

Artikel 4, 1°, strekt ertoe de derde kolom van de tabel in aanhangsel 1 van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 19 juli 2000 'betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg' te vervangen door een nieuwe kolom met als opschrift "Overschrijding van de maximaal toegelaten massa t.g.v. wijzigingen aangebracht aan het voertuig".

Aangezien de regelgeving inzake maximaal toegelaten massa en massa's over de assen van de voertuigen die gebruik maken van de openbare wegen krachtens artikel 6, § 1, XII, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voortaan onder de bevoegdheid van de gewesten valt, moet die bepaling uit het ontwerp worden weggelaten.

In de vigerende tabel, derde kolom, eerste regel, dienen de woorden "en de maximale afmetingen" daarentegen te worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

‡LW-CJIQPDHAA-GAADBRZ‡